

Lettre Ouverte : Opposition au projet de règlement européen de censure antiterroriste

Monsieur le Président,

Sous prétexte de lutter contre la radicalisation terroriste en ligne, vous défendez un projet de règlement européen imposant de nouvelles obligations à l'ensemble des acteurs de l'Internet : hébergeurs de site, de blog et de vidéo, forum et réseaux sociaux, sites de presse, fournisseurs de mail et de messagerie, etc.

Alors que la Commission européenne et votre gouvernement ne démontrent pas de façon étayée ni l'efficacité, ni la nécessité de ces obligations pour lutter contre le terrorisme, celles-ci sont porteuses de graves dangers pour l'ensemble de l'écosystème numérique européen.

En effet, les moyens économiques, humains et techniques requis pour exécuter les obligations envisagées sont tout simplement hors de portée de la quasi-totalité des acteurs : très peu sont ceux qui seront en mesure de répondre 24h/24h, 7j/7 et en moins d'une heure aux demandes de retrait de contenu provenant de n'importe quelle autorité d'un État membre de l'Union, rédigée dans la langue de cet État, et concernant des contenus n'ayant été évalués par aucun juge. De la même manière, les mesures de surveillance et de censure automatisées que les autorités nationales pourraient imposer en vertu du texte sont totalement impraticables.

Ainsi, pour échapper aux sanctions prévues pour non-respect de ces obligations, de nombreux acteurs (commerciaux, associatifs ou publics) devront cesser leurs activités. Les autres en seront réduits à sous-traiter l'exécution des demandes de retrait et la censure automatisée aux quelques entreprises qui, en raison de leur puissance financière, seront capables de les prendre en charge, Google et Facebook en tête.

Ce règlement appauvrira radicalement la diversité numérique européenne et soumettra ce qu'il en reste à une poignée d'entreprises qui sont déjà en situation de quasi-monopole et dont il faudrait au contraire remettre en cause l'hégémonie.

Ce règlement conduira à une surveillance généralisée de nos échanges en ligne et une censure privée et automatisée de l'information, parfaitement contraires au projet humaniste que vous prétendez porter au niveau européen.

Nous, acteurs de cet écosystème et défenseurs des libertés fondamentales, vous demandons de renoncer à ce projet.